

No. 31970

**FRANCE
and
KAZAKHSTAN**

**Treaty of friendship, understanding and cooperation (with
protocol). Signed at Paris on 23 September 1992**

Authentic texts: French and Kazakh.

Registered by France on 26 June 1995.

**FRANCE
et
KAZAKHSTAN**

**Traité d'amitié, d'entente et de coopération (avec protocole).
Signé à Paris le 23 septembre 1992**

Textes authentiques : français et kazakh.

Enregistré par la France le 26 juin 1995.

TRAITÉ¹ D'AMITIÉ, D'ENTENTE ET DE COOPÉRATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN

La République française et la République du Kazakhstan,

- déterminées à développer des relations d'amitié et de coopération,
- prenant acte de ce que la République du Kazakhstan est l'un des Etats successeurs de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques,
- convaincues de la nécessité de fonder leurs relations sur la confiance et sur le respect des valeurs universelles de liberté, de démocratie et de justice,
- reconnaissant la primauté du droit international dans les relations entre Etats,
- se fondant sur les objectifs et les principes de la Charte des Nations-Unies,
- confirmant les engagements qu'elles ont souscrits dans le cadre de l'Acte Final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe² et de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe³,
- conscientes de ce que l'avenir des rapports entre les deux Etats est indissolublement lié au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Europe et en Asie,
- prenant en compte la perspective d'édification de l'Union Européenne⁴ et la contribution de celle-ci à la construction d'une Europe pacifique et solidaire,

sont convenues de ce qui suit :

Article premier

Dans leurs relations mutuelles, la République française et la République du Kazakhstan agissent en tant qu'Etats souverains et égaux en droit, dans un esprit d'amitié et de confiance mutuelle et en étroite coopération dans tous les domaines.

¹ Entré en vigueur le 12 novembre 1994, soit 30 jours après l'échange des instruments de ratification, qui a eu lieu le 13 octobre 1994, conformément à l'article 20.

² *Documents d'actualité internationale*, nos 34-35-36 (26 août-2 et 9 septembre 1975), p. 642 (La Documentation française).

³ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session*, document A/45/859.

⁴ Voir « Traité sur l'Union européenne », Nations Unies, *Recueil des Traités*, vols. 1755, 1756, 1757, 1758 et 1759, n° I-30615.

Les deux Parties concluent, en tant que de besoin, d'autres accords et arrangements pour mettre en application les dispositions du présent Traité.

Est annexé à ce texte un Protocole de coopération économique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan, faisant partie intégrante du présent Traité.

Article 2

La République française et la République du Kazakhstan mettent en oeuvre leur coopération politique tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral.

Reconnaissant les valeurs universelles de liberté et de démocratie, elles coopèrent pour la défense et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment au sein des organisations internationales compétentes.

Elles unissent leurs efforts en vue d'assurer la sécurité internationale, de prévenir les conflits et de garantir la primauté du droit international dans les relations entre Etats.

Article 3

La République française et la République du Kazakhstan tiennent des consultations régulières aux niveaux appropriés, afin d'échanger leurs vues sur leurs relations bilatérales ainsi que sur les problèmes internationaux d'intérêt commun, en particulier sur des questions fondamentales concernant la sécurité et la coopération en Europe.

Dans ces domaines, les Parties s'attachent à harmoniser le plus possible leurs positions et, lorsque ceci leur semble nécessaire, mènent des actions conjointes ou concertées.

A cette fin, des rencontres au plus haut niveau sont organisées par accord entre les Parties, dont les Ministres des Affaires Etrangères se réunissent au moins une fois par an.

Des réunions de travail entre représentants des Ministères des Affaires Etrangères des deux Etats se tiennent en tant que de besoin.

Les autres membres des gouvernements des deux Etats se rencontrent en tant que de besoin pour traiter de questions d'intérêt commun.

Article 4

Au cas où surgiraient des situations qui, de l'avis d'une des Parties, créeraient une menace contre la paix, une rupture de la paix ou

mettraient en cause ses intérêts majeurs de sécurité, cette Partie peut demander à l'autre que se tiennent sans tarder des consultations entre elles à ce sujet. Les Parties s'efforcent d'adopter une position commune sur les moyens de surmonter cette situation.

Article 5

La République française et la République du Kazakhstan se consultent au sein des organisations internationales dont elles sont membres, notamment de l'Organisation des Nations Unies, dans le but d'harmoniser le plus possible leurs positions lorsque ceci leur semble nécessaire et d'assurer la mise en oeuvre la plus efficace possible des dispositions déterminées dans ce cadre.

Article 6

La République française s'engage à favoriser le développement de liens entre la République du Kazakhstan et les Communautés européennes.

Les engagements auxquels souscrit la République française dans les accords bilatéraux avec la République du Kazakhstan respectent les traités des Communautés européennes et les textes arrêtés pour leur application.

Article 7

La République française et la République du Kazakhstan coopèrent étroitement dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

Les Parties agissent de concert afin de renforcer ses institutions, notamment sur le plan juridique, pour garantir la stabilité, la sécurité et l'état de droit sur le continent européen.

Elles favorisent en particulier l'adoption de normes susceptibles de contribuer à la prévention des conflits.

Les Parties coopèrent, entre elles et avec d'autres Etats intéressés, en vue de la conclusion d'un Traité de sécurité européenne.

Article 8

La République française souligne l'importance de l'édification de l'Union européenne qui prévoit la mise en oeuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, permettra de renforcer la coopération entre Etats européens et apportera une contribution essentielle à la stabilité du continent et du monde entier. La République du Kazakhstan en prend acte.

Article 9

La République française et la République du Kazakhstan, soulignant l'apport décisif des accords de désarmement à la sécurité européenne et internationale, soutiennent, dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, le processus de désarmement, de renforcement de la confiance et de la sécurité et de prévention des conflits dans le cadre du Forum de sécurité.

Les Parties attachent une importance particulière aux mesures propres à éviter la prolifération des armes de destruction massive et agissent à cette fin de manière concertée dans les instances internationales.

La République française prend acte avec satisfaction de la décision de la République du Kazakhstan d'être un Etat non doté d'armes nucléaires.

Article 10

La République française et la République du Kazakhstan développent et approfondissent leurs contacts dans le domaine militaire. Les Parties procèdent à cette fin, de manière régulière, à des échanges de vues sur leurs concepts de défense.

Elles favorisent les contacts entre Ministères des Affaires Etrangères et Ministères chargés de la Défense, ainsi qu'entre états-majors des armées des deux Etats.

Article 11

La République française et la République du Kazakhstan accordent une priorité particulière au développement de leur coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des ressources minières, de l'industrie, de la sûreté nucléaire civile, de la recherche et de l'espace.

Article 12

La République française et la République du Kazakhstan développent une coopération en matière de formation des acteurs de la vie économique et sociale.

Chaque Partie s'efforce d'améliorer les conditions de l'activité sur son territoire des entreprises de l'autre Partie, en particulier en matière d'investissements directs et de protection des capitaux investis.

Les Parties favorisent l'échange le plus large possible d'informations économiques et y garantissent l'accès des hommes d'affaires et des scientifiques des deux pays.

Article 13

La République française et la République du Kazakhstan coopèrent, compte tenu de leurs intérêts mutuels et en liaison avec d'autres Etats, dans le cadre des organisations économiques et institutions financières internationales.

Article 14

La République française et la République du Kazakhstan favorisent la coopération entre les Parlements des deux Etats.

Les Parties encouragent les liens directs entre villes et régions des deux pays, en particulier les jumelages entre villes, dans le respect des dispositions du présent Traité.

Les Parties facilitent la coopération entre les organisations politiques, sociales et syndicales des deux pays.

Article 15

La République française et la République du Kazakhstan renforcent leur coopération dans les domaines de l'enseignement, de la culture, de la science et de la technique.

Les Parties encouragent la création d'établissements culturels dans les deux pays.

Chaque Partie s'emploie à faire mieux connaître à sa population les réalisations scientifiques, techniques et culturelles de l'autre Partie, et, dans ce but, facilite notamment la diffusion des livres et de la presse de l'autre Partie.

Les Parties s'efforcent de donner à toutes les personnes intéressées la possibilité d'étudier la langue, la culture, la littérature et l'histoire de l'autre Partie.

Pour assurer une meilleure compréhension entre les peuples de la République française et de la République du Kazakhstan, les Parties développent leur coopération dans le domaine des médias.

Les Parties encouragent les contacts entre ressortissants des deux Etats, notamment entre jeunes Français et jeunes Kazakhs.

Elles encouragent également la coopération dans les domaines du sport et du tourisme.

Les Parties contribuent à l'élaboration de programmes communs fixant les axes prioritaires de leur coopération et de leurs échanges dans le domaine de la culture, de la science et de la technique et définissant les modalités pratiques de leur mise en oeuvre avec la participation des administrations compétentes des deux pays.

Article 16

La République française et la République du Kazakhstan, conscientes de l'importance de la protection de l'environnement, coopèrent de manière étroite dans ce domaine et s'engagent à favoriser le développement d'actions concertées sur les plans européen et international.

Article 17

La République française et la République du Kazakhstan s'engagent à prendre les mesures nécessaires afin de simplifier sur une base de réciprocité les procédures d'octroi et de prorogation des visas.

Article 18

La République française et la République du Kazakhstan favorisent la coopération entre institutions judiciaires des deux Etats, en particulier en matière d'entraide judiciaire civile.

Les Parties organisent une coopération entre organismes chargés de la sécurité publique, notamment dans le cadre d'Interpol, pour la lutte contre le crime organisé, le trafic illicite de stupéfiants et la contrebande, y compris le trafic illégal d'objets d'art. Elles s'efforcent de mettre en oeuvre une coopération appropriée dans le domaine de la lutte contre le terrorisme international.

Article 19

Les dispositions du présent Traité n'affectent en rien les engagements des Parties à l'égard des Etats tiers et ne sont dirigées contre aucun d'entre eux.

Article 20

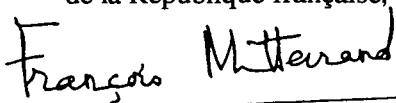
Le présent Traité sera soumis à ratification et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

Le présent Traité est conclu pour une durée de dix ans. Sa validité sera prorogée par tacite reconduction de cinq ans en cinq ans. Chacune des Parties pourra dénoncer le présent Traité à tout moment en adressant à l'autre Partie par la voie diplomatique une notification écrite de dénonciation. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de ladite notification.

Fait à Paris, le 23 septembre 1992, en deux exemplaires, chacun en langue française et en langue kazakh, les deux textes faisant également foi.

Pour la République
française :

Le Président
de la République française,



FRANÇOIS MITTERRAND

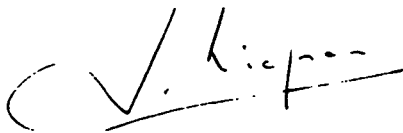
Le Premier Ministre,



PIERRE BEREGOVOY

Le Ministre Délégué aux Affaires
Etrangères,

GEORGES KIEJMAN



Pour la République
du Kazakhstan :

Le Président
de la République du Kazakhstan,



NOURSULTAN NAZARBAEV

PROCOLE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE LE GOUVERNE-
MENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan, dénommés ci-après les Parties,

- considérant le Traité d'Amitié, d'Entente et de Coopération entre la République française et la République du Kazakhstan,
- désireux de développer une coopération économique entre les deux pays aux fins d'améliorer la qualité de la vie de leurs citoyens et d'utiliser plus efficacement les ressources humaines et matérielles,
- soulignant l'importance fondamentale que revêtent pour le développement de leurs relations bilatérales les principes, contenus dans l'Acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe et, en particulier, de la conférence de Bonn sur la coopération économique en Europe¹,
- tenant compte du fait que les deux Parties souhaitent contribuer au développement de relations entre la République du Kazakhstan et les Communautés européennes,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les Parties favorisent le développement de la coopération économique et industrielle entre les deux pays.

Les Parties définissent d'un commun accord les différents secteurs dans lesquels cette coopération doit être particulièrement encouragée, en tenant compte notamment de la contribution qu'elle apporte au développement équilibré des échanges bilatéraux, des priorités respectives des deux pays, conformément à l'article 11 du Traité franco-kazakh.

Article 2

Les Parties s'efforcent de créer les conditions favorables au développement de la coopération et des échanges entre les deux pays. Elles privilégient dans cette perspective les objectifs suivants :

- 1) Favoriser le développement des initiatives de toute nature destinées à renforcer la coopération entre les deux pays, notamment les

¹ *International Legal Materials*, vol. XXIX, No. 4 (1990), p. 1054 [American Society of International Law] (anglais seulement).

relations entre décideurs de tous niveaux, en particulier à l'échelon régional et entre les petites et moyennes entreprises ;

2) Développer les nouvelles formes de coopération mutuellement profitables, notamment les recherches et productions conjointes ;

3) Assurer l'information la plus complète possible des partenaires dans les deux pays sur les possibilités concrètes de coopération et de développement des échanges et faciliter les conditions de travail et de circulation ;

4) Assurer la formation des hommes dans les domaines de la gestion des entreprises, des banques, de la finance et du commerce international;

5) Promouvoir des projets communs dans les pays tiers ;

6) Favoriser mutuellement la participation des deux pays à la coopération économique internationale.

Article 3

Les Parties décident d'oeuvrer en commun pour réduire progressivement les obstacles au développement des relations économiques et industrielles entre les deux pays.

Article 4

Afin d'assurer la mise en oeuvre du présent protocole, les Parties instituent un groupe de travail intergouvernemental franco-kazakh pour la coopération économique et industrielle.

Le groupe se réunit alternativement en France et au Kazakhstan au moins une fois par an.

Le groupe de travail est chargé de suivre l'exécution du présent protocole et d'orienter, encourager et coordonner la coopération entre la République française et la République du Kazakhstan dans les domaines économique et industriel.

[KAZAKH TEXT — ТЕХТЕ KAZAKH]

Француз Республикасы мен Қазақстан Республикасы арасындағы
достық, өзара түсіністік және ынтымақтастық туралы

Ш А Р Т

Француз Республикасы мен Қазақстан Республикасы

- өздерінің қарым-қатынастарын достық және ынтымақтастық ру-
хында құруға шешімге келе отырып,

- Қазақстан Республикасы бұрынғы Кеңестік Социалистік Респуб-
ликалар Одағының хұқылық-мұрагер мемлекетінің бірі екендігін есте
ұстай отырып,

- өздерінің қарым-қатынастарын сенім мен жалпыадамзаттық бос-
тандық, демократия және әділдік құндылықтарын сыйлауға құру қажет-
тілігіне сене отырып,

- мемлекеттер арасындағы қарым-қатынастарда халықаралық хұқық
приматын мойындай отырып,

- Біріккен Ұлттар Ұйымы Жарғысының мақсаттары мен қағидаларын
басшылыққа ала отырып,

- Европадағы хауіпсіздік пен ынтымақтастық жөніндегі Кеңестің
Хельсинки Қорытынды актісінің және жаңа Европа үшін Париж Хартиясы-
ның шеңберінде қабылданған міндеттемелерді мақұлдай отырып,

- екі мемлекет арасындағы болашақ қарым-қатынастар Европа
мен Азияда бейбітшіліктің, хауіпсіздік пен тұрақтылықтың нығаюымен
тығыз байланысты екендігін түсіне отырып,

- болашақта Европа Одағының құрылуы мүмкіндігі мен оның бей-
бітшілік сүйгіш және ынтымақты Европаны құрудағы үлесін назарға ала
отырып,

төмендегілер туралы келісімге келді:

1 - бап

Француз Республикасы мен Қазақстан Республикасы өзара қарым-қатынастарын өгеменді және тең хұқылы мемлекеттер ретінде достық, өзара сенім және барлық салаларда тығыз ынтымақтастық негізінде құрады.

Тараптар қажет болған жағдайда осы Шарт ережелерінің жүзеге асырылуы үшін басқа шарттар мен келісімдер жасайды.

Бұл текске осы Шарттың ажырамас бір бөлігі болып табылатын Француз Республикасының Үкіметі мен Қазақстан Республикасының Үкіметі арасындағы Экономикалық ынтымақтастық туралы хаттама қоса беріліп отыр.

2 - бап

Тараптар саяси ынтымақтастықты екі жақты, сондай-ақ көп жақты түрде жүзеге асырады.

Тараптар бостандық пен демократияның жалпыадамзаттық қағидаларын мойындай отырып, адам хұқы мен негізгі бостандықтарын қорғау және кеңейту мақсатында тиісті халықаралық ұйымдарда бірігіп қызмет ететін болады.

Тараптар халықаралық қауіпсіздікті қамтамасыз ету, қақтығыстардың алдын алу үшін өздерінің күштерін біріктіріп, мемлекеттер арасындағы қарым-қатынастарда халықаралық хұқықтың артықшылығын қамтамасыз етеді.

3 - бап

Тараптар екі тараптық қатынастар, сондай-ақ өзара мүдделі халықаралық мәселелер, әсіресе, Европадағы қауіпсіздік пен ынтымақтастық мәселелері бойынша пікір алмасу үшін әртүрлі деңгейде тұрақты консультациялар өткізеді.

Тараптар мүмкіндігінше өздерінің айқындамаларын барынша толық жақындатуға ұмтылып, осы салаларда және қажет болған жағдайда біріккен немесе келісілген қимылдар жасайды.

Осы мақсатпен жоғары дәрежедегі кездесулер Тараптардың келісімі бойынша ұйымдастырылады, ал Сыртқы істер министрлері жылына кемінде бір рет кездеседі.

Екі мемлекеттің Сыртқы істер министрліктері қажеттілігіне қарай өздерінің өкілдерінің жұмыс мәжілістерін өткізеді.

Екі мемлекет үкіметтерінің басқа мүшелері ортақ мүддені кездейтін мәселелерді талқылау үшін қажеттілігіне қарай кездеседі.

4 - бап

Тараптардың бірінің пікірінше бейбітшілікке қауіп төндіретін, тыныштықты бұзатын немесе оның қауіпсіздігіне күмән тудыратын жағдайларда сол Тарап басқа Тарапқа осы мәселе бойынша тез арада консультация еткізуге өтініш білдіре алады. Тараптар мұндай жағдайда тығырықтан шығудың жалпы позициясын белгілеу үшін бар мүмкіндікті пайдалануға күш салады.

5 - бап

Тараптар өздері мүшесі болып табылатын халықаралық ұйымдар шеңберінде, бірінші кезекте Біріккен Ұлттар Ұйымында, қажет болған жағдайда өз айқындамаларын барынша толық жақындастыра түсу үшін және сол шеңберде қабылданған шараларды барынша тиімді түрде жүзеге асыруды қамтамасыз ету үшін кеңесіп отырады.

6 - бап

Франция Республикасы Қазақстан Республикасы мен Европа қоғамдастықтары арасындағы байланыстарды дамытуға жәрдемдесуге міндеттенеді.

Француз Республикасы Қазақстан Республикасымен жасалған екі жақты келісімдері бойынша өзіне міндеттемелер қабылдай отырып, Европа қоғамдастықтарының келісімдерін және оларды орындау үшін қабылданған құжаттарды орындайды.

7 - бап

Тараптар Европадағы хауіпсіздік пен ынтымақтастық жөніндегі кеңес шеңберінде тығыз ынтымақтасады.

Олар оның институттарын, атап айтқанда заң тұрғысынан нығайту мақсатында, Европа континентінде тұрақтылықты, хауіпсіздікті және заң үстемдігін қамтамасыз ету үшін бірлесіп іс-қимыл жасайды.

Олар атап айтқанда жанжалдарды болдырмауға жәрдемдесетін мінез - құлық нормаларының қабылдануын ынталандырады.

Олар Европа хауіпсіздігі туралы Шарт жасасу мақсатында өзара және мүдделі басқа да мемлекеттермен ынтымақтасады.

8 - бап

Француз Республикасы хауіпсіздік саласында бірлескен сыртқы саясат пен жалпы саясат жүргізуді көздейтін европалық мемлекеттер арасындағы ынтымақтастықты нығайтуға мүмкіндік беретін және континент пен дүние жүзіндегі тұрақтылыққа маңызды үлес қосатын Европалық Одақты құрудың маңыздылығын атап көрсетеді. Қазақстан Республикасы жоғарыда айтылғандарды еске алады.

9 - бап

Тараптар қарусыздану туралы келісімдердің европалық және халықаралық хауіпсіздікке қосылған шешуші үлес екенін атап көрсете отырып, Европадағы хауіпсіздік пен ынтымақтастық жөніндегі кеңес шеңберінде, хауіпсіздік форумының шеңберінде қарусыздану, сенім мен хауіпсіздікті нығайту және жанжалдарды болдырмау процесін қолдайды.

Тараптар жаппай қырып-жоятын қарудың таратылуына жол бермейтін шараларға ерекше маңыз береді және осы мақсатпен халықаралық ұйымдар шеңберінде бірлесіп іс-қимыл жасайды.

Француз Республикасы Қазақстан Республикасының ядролық қару жоқ мемлекет болуы жөніндегі шешімін қанағаттанғандықпен еске алады.

10- бап

Тараптар әскери саладағы байланыстарын дамыта түседі және нығайтады. Осы мақсатпен Тараптар тұрақты негізде қорғаныс тұжырымдамалары туралы пікір алмасуға кіріседі.

Тараптар сыртқы істер министрліктері мен қорғаныс министрліктері арасында, сондай-ақ мемлекет армияларының штабтары арасында байланыстар болуына жәрдемдеседі.

11- бап

Тараптар ауыл шаруашылығы, энергетика, пайдалы қазба байлықтар ендіру, ауыр өнеркәсіп, атом энергетикасының хауіпсіздігі, ғылыми зерттеулер және ғарыш сияқты салалардағы ынтымақтастықты өрістетуге баса көңіл бөледі.

12- бап

Тараптар экономикалық және қоғамдық қызмет саласындағы кадрларды даярлауда ынтымақтастықты дамыта түседі.

Әрбір Тарап өз территориясында орналасқан екінші Тараптың кәсіпорындарының қызмет жағдайларын жақсарту, атап айтқанда тікелей инвестицияға және инвестицияланған капиталды қорғауға қатысы бар мәселе жөнінде барлық күш-жігерін жұмсайды.

Тараптар мүмкіндігіне қарай неғұрлым кең көлемде экономикалық ақпарат алмасуға жәрдемдеседі және онымен екі елдің бизнесмендері мен ғалымдарын қамтамасыз етіп отырады.

13- бап

Тараптар өздерінің өзара мүдделерін ескере отырып, басқа мемлекеттермен байланысуды халықаралық экономикалық ұйымдар мен қаржы институттарының деңбегінде ынтымақтасып атқарады.

14- бап

Тараптар екі мемлекеттің Парламенттерінің ынтымақтасуына жәрдемдеседі.

Тараптар атап айтқанда осы Шарттың ережелеріне сәйкес қалаларды бауырластыру арқылы екі елдің қалалары мен аймақтары арасындағы тікелей байланыстарды ынталандырады.

Тараптар өздерінің саяси, қоғамдық және кәсіподақ ұйымдары арасындағы ынтымақтастыққа жәрдемдеседі.

15 - бап

Тараптар білім беру, мәдениет, ғылым және техника салаларындағы ынтымақтастықты дамытады.

Тараптар екі елде мәдениет мекемелерін құруда қолдау жасайды.

Әрбір Тарап өз халқын екінші Тараптың Ғылыми, техникалық және мәдени жетістіктерімен жақсырақ таныстыруға ұмтылады және осы орайда екінші Тараптың кітаптарының, газеттері мен журналдарының таратылуына ықпал жасайды.

Тараптар өзара ықылас туғызатын ғылыми және мәдени қызметті қолдайды.

Тараптар олардың елдерінің тілін, мәдениетін, әдебиетін және тарихын мүдделі адамдардың бәрінің оқып үйренуіне мүмкіндік беру үшін күш-жігер жұмсайды.

Франция мен Қазақстан халықтары арасындағы неғұрлым жақсы өзара түсіністікті қамтамасыз ету мақсатында Тараптар бұқаралық ақпарат құралдары саласындағы ынтымақтастықты дамытады.

Франция мен Қазақстанның жастары арасындағы қарым-қатынастарды ынталандырады. Олар сондай-ақ спорт пен туризм саласындағы ынтымақтастықты ынталандырады.

Тараптар мәдениет, ғылым мен техника саласындағы ынтымақтастықтың басым бағыттары мен алмасуларды белгілейтін және екі елдің компетентті ведомстволарының қатысуымен оларды орындаудың нақты нысандарын анықтайтын бірлескен бағдарламаларды талдап жасауға жәрдемдеседі.

16 - бап

Тараптар, қоршаған ортаны қорғаудың маңыздылығын түсіне отырып, осы салада тығыз ынтымақтасып қызмет істейді, еуропалық және халықаралық тұрғыда бірлескен іс-қимылдарды дамытуға жәрдемдесуге міндеттенеді.

17 - бап

Тараптар виза алу және оны ұзарту ісін езара келісе отырып оңайлата түсу үшін қажетті шаралар қолдануға міндеттенеді.

18 - бап

Тараптар атап айтқанда азаматтық істер бойынша хұқықтық көмек көрсету жөнінде екі мемлекеттің сот органдары арасындағы ынтымақтастыққа жәрдемдеседі.

Тараптар ұйымдасқан қылмыспен, заңсыз есірткі айналымымен және контрабандамен, сондай-ақ өнер заттарымен заңсыз сауда жасаумен күресте өз хұқық қорғау органдарының, соның ішінде Интерпол шеңберінде ынтымақтасып қызмет істеуін ұйымдастырады. Тараптар халықаралық терроризммен күрестегі тиісті ынтымақтастықты жүзеге асыру үшін күш-жігер жұмсайды.

19 - бап

Бұл Шарт Тараптардың үшінші мемлекеттер жөніндегі міндеттемелеріне ешбір нұқсан келтірмейді және олардың ешқайсысына қарсы бағытталмаған.

20 - бап

Бұл Шарт бекітілуге тиіс және бекіту грамоталары алмасылғаннан кейін 30 күн өткен соң күшіне енеді.

Бұл Шарт он жыл мерзімге жасалды. Оның қызметі келесі бесжылдық кезеңге бес жылдан кейін өзінен-өзі ұзартылады. Тараптардың әрқайсысы кез келген уақытта келесі Тарапқа дипломатиялық каналдар арқылы жазбаша мәлімдеме жіберіп, осы Шартты бұза алады. Шартты бұ-

зу жоғарыда көрсетілген мәлімдеме алынған күннен бастап алты ай өткеннен кейін күшіне енеді.

Парижде " " қыркүйекте француз және қазақ тілдерінде әрқайсысы екі данада жасалды және екі текстің де күші бірдей.

Француз Республикасы үшін

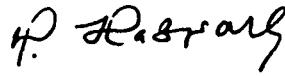
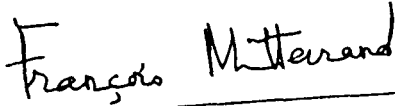
Қазақстан Республикасы үшін

Француз Республикасының
Президенті

Қазақстан Республикасының
Президенті

Франсуа Миттеран

Нұрсұлтан Назарбаев



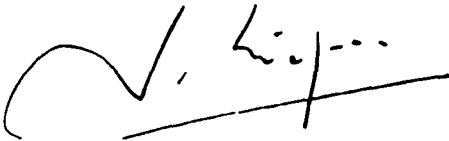
Премьер-Министр

Пьер Береговуа



Сыртқы істер жөніндегі
Министр-Делегат

Жорж Кижман



Қосымша

Француз Республикасының Үкіметі мен
Қазақстан Республикасының Үкіметі арасындағы
экономикалық ынтымақтастық туралы

Х А Т Т А М А

Француз Республикасының Үкіметі мен Қазақстан Республикасының Үкіметі, бұдан былай бірге алғанда Тараптар және жекеше алғанда Тарап деп аталады,

- Француз Республикасы мен Қазақстан Республикасы арасындағы достық, өзара түсіністік және ынтымақтастық туралы Шартты негізге алып,

- екі ел азаматтарының тұрмыс сапасын жақсарту, адам және материал ресурстарын неғұрлым ұтымды пайдалану мақсатында екі ел арасында экономикалық ынтымақтастықты дамытуға ұмтылып,

- Европадағы қауіпсіздік пен ынтымақтастық жөніндегі Кеңестің Қорытынды актісінде, атап айтқанда, экономикалық ынтымақтастық жөніндегі Бонн конференциясында баяндалған принциптердің олардың екіжақты қарым-қатынастарын дамытудағы негіз қалаушы рөлін атап көрсетіп,

- екі Тараптың да Европа қызғамдастықтары мен Қазақстан Республикасы арасында жан-жақты қарым-қатынастарды дамытуға жәрдемдесуге мүдделі екенін ескеріп,

төмендегілер жайында келісті:

I - бап

Тараптар екі ел арасында экономикалық және өнеркәсіптік ынтымақтастықты дамытуға жәрдемдесуге міндеттенеді.

Тараптар Француз Республикасы мен Қазақстан Республикасы арасындағы Достық, өзара түсіністік және ынтымақтастық туралы Шарттың II-бабына сәйкес, атап айтқанда екі жақты алмасулардың,

екі елдің қолындағы басымдықтардың теңдестіріліп дамытылуына ынтымақтастықтың қосатын үлесі ескеріліп, оның айрықша көтермеленуге тиіс секторларын екі жақтың келісуімен анықтайды.

2 — бап

Тараптар екі ел арасында ынтымақтастық пен алмасуларды дамыту үшін қолайлы жағдайлар туғызуға ұмтылатын болады. Осыған орай мынадай бағыттарға:

1/ екі ел арасындағы ынтымақтастықты, соның ішінде барлық деңгейлердегі, атап айтқанда, аймақтық деңгейдегі тікелей әріптестер арасындағы лағын және орта кәсіпорындар арасындағы іскерлік байланыстарын нығайтуға бағытталған әртүрлі инициативаларды дамытуға жәрдемдесуге;

2/ ынтымақтастықтың жаңа өзара тиімді нысандарын, атап айтқанда, бірлескен зерттеулер мен өндірісті дамытуға;

3/ ынтымақтастық пен алмасуларды дамытудың нақты мүмкіндіктері туралы екі елдегі әріптестерге неғұрлым толық ақпарат беруге және жұмыс пен жүріп-тұрудың жағдайларын жақсартуға;

4/ кәсіпорындарды басқару, валюта-қаржы, банк қызметі, халықаралық сауда саласында кадрлар даярлауды қамтамасыз етуге;

5/ үшінші елдердегі бірлескен жобаларды жүзеге асыруды көтермелеуге;

6/ екі елдің халықаралық экономикалық ынтымақтастыққа қатысуына өзара жәрдем көрсетуге ерекше назар аударады.

3 — бап

Тараптар бірлесіп, екі ел арасының экономикалық және өнеркәсіптік байланыстарының дамуын тежеп отырған кедергілерді еңсеруге бағытталған жұмыс жүргізетін болады.

4 - бап

Осы Хаттаманы орындау үшін Тараптар экономикалық және өнеркәсіптік ынтымақтастық жөніндегі үкіметаралық француз-қазақ жұмыс тобын құрады.

Жұмыс тобы кемінде жылына бір рет кезегімен Франция мен Қазақстанда жиналып тұратын болады.

Жұмыс тобы осы Хаттаманың орындалуын қадағалайды, экономика мен өнеркәсіп саласында Француз Республикасы мен Қазақстан Республикасы арасындағы ынтымақтастықты бағыттап, көтермелеп және үйлестіріп отырады.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

TREATY¹ OF FRIENDSHIP, UNDERSTANDING AND COOPERATION BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF KAZAKHSTAN

The French Republic and the Republic of Kazakhstan,

Determined to develop a relationship of friendship and cooperation,

Noting that the Republic of Kazakhstan is one of the successor States of the Union of Soviet Socialist Republics,

Convinced of the need to base their relations on trust and respect for the universal principles of freedom, democracy and justice,

Recognizing the primacy of international law in relations between States,

Basing themselves on the objectives and principles of the Charter of the United Nations,

Reaffirming the commitments they have made under the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe² and the Charter of Paris for a New Europe,³

Aware that the future of relations between the two States is inextricably linked to the strengthening of peace, security and stability in Europe and Asia,

Taking into account the prospect of a European Union⁴ and its contribution to the building of a peaceful and united Europe,

Have agreed as follows:

Article 1

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall, in their mutual relations, act as sovereign States, equal under the law, in a spirit of mutual friendship and trust and in close cooperation in all areas.

The Parties shall conclude other agreements and arrangements, as necessary, for the implementation of this Treaty.

A Protocol on economic cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Kazakhstan is annexed to this text, and constitutes an integral part of this Treaty.

Article 2

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall implement their political cooperation on both the bilateral and the multilateral level.

¹ Came into force on 12 November 1994, i.e., 30 days after the exchange of the instruments of ratification, which took place on 13 October 1994, in accordance with article 20.

² *International Legal Materials*, vol. XIV (1975), p. 1292 (American Society of International Law).

³ United Nations, *Official Records of the General Assembly, Forty-fifth Session*, document A/45/859.

⁴ See "Treaty on European Union", United Nations, *Treaty Series*, vols. 1755, 1756, 1757, 1758 and 1759, No. 1-30615.

Recognizing the universal values of freedom and democracy, they shall cooperate in the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms, in particular within the competent international organizations.

They shall combine their efforts with a view to ensuring international security, preventing conflicts and guaranteeing the primacy of international law in relations between States.

Article 3

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall hold regular consultations at the appropriate level for the purpose of exchanging views on their bilateral relations and on international problems of common interest, in particular basic issues relating to security and cooperation in Europe.

The Parties shall endeavour to harmonize their positions in these areas as far as possible and, when they deem it necessary, shall take joint or concerted action.

To that end, meetings at the highest level shall be organized by agreement between the Parties. Their Ministers for Foreign Affairs shall meet at least once a year.

Working meetings between representatives of the Ministries of Foreign Affairs of the two States shall be held as necessary.

Other members of the Governments of the two States shall meet as necessary to address matters of common interest.

Article 4

In the event that a situation should arise which, in the opinion of one of the Parties, would create a threat to peace or a breach of the peace or would affect its major security interests, that Party may make a request to the other Party that consultations should be held between them on the matter without delay. The Parties shall endeavour to adopt a common position on the means to remedy the situation.

Article 5

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall consult each other within the international organizations of which they are members, in particular the United Nations, with a view to harmonizing their positions as far as possible, when they deem it necessary, and ensuring the greatest possible efficiency in the implementation of the measures taken within that context.

Article 6

The French Republic undertakes to promote the development of ties between the Republic of Kazakhstan and the European Communities.

The commitments entered into by the French Republic in bilateral agreements with the Republic of Kazakhstan shall respect the treaties of the European Communities and the texts adopted for their implementation.

Article 7

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall cooperate closely within the context of the Conference on Security and Cooperation in Europe.

The Parties shall take concerted action to strengthen its institutions, particularly in the legal area in order to guarantee stability, security and the rule of law on the European continent.

In particular, they shall promote the adoption of standards that will contribute to conflict prevention.

The Parties shall cooperate with each other and with other States concerned with a view to the conclusion of a treaty on European security.

Article 8

The French Republic emphasizes the importance of building the European Union, which requires the implementation of a common security and foreign policy, will help to strengthen cooperation among European States and will make an essential contribution to the stability of the continent and the entire world. The Republic of Kazakhstan takes note of this.

Article 9

The French Republic and the Republic of Kazakhstan, emphasizing the decisive contribution made by disarmament agreements to European and international security, shall, within the Conference on Security and Cooperation in Europe, support the process of disarmament, confidence-building, strengthening of security and conflict prevention in the context of the Security Forum.

The Parties attach particular importance to measures intended to avoid the proliferation of weapons of mass destruction and shall take concerted action towards that end in international bodies.

The French Republic notes with satisfaction the decision of the Republic of Kazakhstan to be a non-nuclear-weapon State.

Article 10

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall develop and expand their contacts in the military sphere. To that end the Parties shall hold regular exchanges of views on their concepts of defence.

They shall promote contacts between their Ministries of Foreign Affairs and Ministries of Defence, and between the General Staffs of the armies of the two States.

Article 11

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall accord special priority to the development of their cooperation in the fields of agriculture, energy, mineral resources, industry, civilian nuclear safety, research and outer space.

Article 12

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall develop cooperation in the training of participants in economic and social life.

Each Party shall endeavour to improve the conditions in its territory for the activities of companies of the other Party, in particular in the area of direct investment and the protection of invested capital.

The Parties shall promote the broadest possible exchange of economic information and shall guarantee businessmen and scientists of the two countries access thereto.

Article 13

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall, taking into account their mutual interests and in liaison with other States, cooperate within the framework of international economic organizations and financial institutions.

Article 14

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall facilitate cooperation between the Parliaments of the two States.

The Parties shall encourage direct ties between cities and regions of the two countries, especially the twinning of towns, in accordance with the provisions of this Treaty.

The Parties shall facilitate cooperation between the political, social and trade union organizations of the two countries.

Article 15

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall strengthen their cooperation in the areas of education, culture, science and technology.

The Parties shall encourage the creation of cultural establishments in the two countries.

Each Party shall endeavour to increase knowledge among its people of the scientific, technical and cultural achievements of the other Party, and to that end, shall, inter alia, facilitate the dissemination of the other Party's books and publications.

The Parties shall endeavour to give all those interested an opportunity to study the language, culture, literature and history of the other Party.

In order to ensure greater understanding between the peoples of the French Republic and the Republic of Kazakhstan, the Parties shall develop their cooperation with regard to the mass media.

The Parties shall encourage contacts between nationals of the two States, particularly between French and Kazakh youth.

They shall also encourage cooperation in the fields of sports and tourism.

The Parties shall contribute to the drawing up of joint programmes setting the priorities for their cooperation and exchanges in the fields of culture, science and technology and defining the practical modalities for their implementation with the participation of the competent administrations of the two countries.

Article 16

The French Republic and the Republic of Kazakhstan, aware of the importance of environmental protection, shall cooperate closely in that area and undertake to promote the development of concerted action at both the European and the international level.

Article 17

The French Republic and the Republic of Kazakhstan undertake to take the necessary measures, on a reciprocal basis, to simplify procedures for the granting and extension of visas.

Article 18

The French Republic and the Republic of Kazakhstan shall promote cooperation between the judicial institutions of the two States, particularly in the area of mutual assistance in civil matters.

The Parties shall organize cooperation between agencies responsible for public security, particularly within Interpol, to combat organized crime, illicit drug trafficking and smuggling, including illicit trafficking in works of art. They shall endeavour to establish appropriate cooperation to combat international terrorism.

Article 19

The provisions of this Treaty shall in no way affect the obligations entered into by the Parties with regard to third States and are not directed against any such State.

Article 20

This Treaty shall be subject to ratification and shall enter into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

This Treaty is concluded for a period of ten years. It shall be automatically extended for successive five-year periods. Each of the Parties may denounce this Treaty at any time by sending written notification thereof to the other Party through the diplomatic channel. The denunciation shall take effect six months after the date of receipt of such notification.

DONE at Paris on 23 September 1992, in two copies, each in the French and Kazakh languages, both texts being equally authentic.

For the French
Republic:

FRANCOIS MITTERRAND
President
of the French Republic

PIERRE BEREGOVY
Prime Minister

GEORGES KIEJMAN
Minister-Delegate for Foreign Affairs

For the Republic
of Kazakhstan:

NOURSULTAN NAZARBAEV
President
of the Republic of Kazakhstan

PROTOCOL ON ECONOMIC COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF KAZAKHSTAN

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Kazakhstan, hereinafter referred to as the Parties,

Considering the Treaty of Friendship, Understanding and Cooperation between the French Republic and the Republic of Kazakhstan,

Desiring to promote economic cooperation between the two countries with a view to improving the quality of life of their citizens and making more effective use of their human and material resources,

Emphasizing the fundamental importance to the development of their bilateral relations of the principles set forth in the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe and, in particular, the Bonn Conference on economic cooperation in Europe,¹

Taking into account the fact that the two Parties desire to contribute to the development of relations between the Republic of Kazakhstan and the European Communities,

Have agreed as follows:

Article 1

The Parties shall promote the development of economic and industrial cooperation between their countries.

The Parties shall define by mutual agreement the various sectors in which such cooperation shall be particularly encouraged, taking into account the contribution of the sector to the balanced development of bilateral exchanges and the respective priorities of the two countries, in accordance with article 11 of the Treaty between France and Kazakhstan.

Article 2

The Parties undertake to create favourable conditions for the development of cooperation and exchanges between the two countries. Accordingly, they shall attach particular importance to the following objectives:

(1) To promote the development of all types of initiatives designed to strengthen cooperation between the two countries, especially relationships between decision makers at all levels, in particular, at the regional level and between small and medium-sized businesses;

(2) To develop new forms of mutually beneficial cooperation, in particular joint research and production;

(3) To provide the most complete information possible to partners in both countries on the practical possibilities for cooperation and the development of exchanges and to facilitate working conditions and travel;

(4) To provide training in the areas of business management, banking, finance and international trade;

¹ *International Legal Materials*, vol. XXIX, No. 4 (1990), p. 1054 (American Society of International Law).

- (5) To promote joint projects in third countries;
- (6) To foster mutual participation by the two countries in international economic cooperation.

Article 3

The Parties decide to work together towards the gradual reduction of the obstacles to the development of economic and industrial relations between the two countries.

Article 4

In order to ensure the implementation of this Protocol, the Parties shall establish a Franco-Kazakh inter-governmental working group for economic and industrial cooperation.

The group shall meet at least once a year alternately in France and in Kazakhstan.

The working group shall be responsible for monitoring the implementation of this Protocol and for guiding, encouraging and coordinating economic and industrial cooperation between the French Republic and the Republic of Kazakhstan.
